

Mouvements paysans : enjeux et portée des actions



Carmelina Carracillo

Août 2013

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

Le monde rural représente encore la moitié de l'humanité et plus de 80% de la population qui le compose sont dépendants de l'exploitation des ressources de la terre. Cet univers rural est loin d'être homogène. Il est composé de paysanneries spécifiques selon le contexte historique, économique, politique et social. Certaines d'entre elles s'organisent collectivement. Malgré leurs différences, ces mouvements paysans font face à des défis qui se ressemblent. Petit rappel de la portée des actions de certains d'entre eux...

Le concept de « mouvement » est compris ici comme terme générique, car il désigne des formes d'action collective concertée en vue d'une cause¹ à défendre notamment dans la sphère publique et politique.

Certes, on ne peut pas dire que la grande majorité des paysans/nes soit impliquée dans des mouvements paysans. Mais ceci ne signifie pas qu'ils/elles acceptent passivement leur situation. Erik Neveu² rappelle un proverbe éthiopien bien explicite à ce sujet : « Quand passe le puissant seigneur, le sage paysan s'incline très bas et pète silencieusement ». Lorsque les conditions politiques et économiques contraignent – violemment – les paysans/nes à se taire, au « non-agir » visible ou collectif, on constate qu'ils/elles développent des formes individuelles de résistance « silencieuses » quotidiennes. Cette sorte d'« action collective d'acteurs non collectifs »³ constitue sans nul doute un terreau fertile à la constitution de mouvements sociaux.

Sous le terme de « mouvements paysans », on retrouve donc une grande diversité de dynamiques rurales et de groupes multiples – mouvements, coopératives, syndicats, associations, ONG, etc. – qui sont nés et se sont développés différemment selon le contexte historique et politique du pays. Certains de ces groupes ont une longue expérience de luttes (comme le Mouvement des Sans Terre –MST– brésilien), d'autres sont bien plus jeunes (comme le syndicat agricole des produits vivriers la CAPAD au Burundi). Le monde paysan n'est pas non plus homogène : il existe des cultivateurs, éleveurs, petits propriétaires, salariés ruraux, travailleurs informels, tenanciers, copropriétaires d'un terrain collectif, etc. Et ce monde paysan est composé d'hommes et de femmes lesquelles, dans les groupes paysans du monde entier, mettent en exergue leurs propres enjeux et recommandations spécifiques (comme par exemple l'égalité de droits de succession de la terre entre hommes et femmes ou encore la lutte contre l'impunité face aux violences subies par les paysannes). Pourtant, on retrouve quelques grands défis communs à la plupart des mouvements paysans du monde entier.

Quelques enjeux pour les mouvements paysans

1. Devenir ou rester un pouvoir représentatif

Les mouvements paysans cherchent généralement à devenir ou à rester un pouvoir représentatif pour défendre les intérêts des paysans et paysannes dans les espaces de décision qui les concernent. Ceci signifie faire reconnaître l'agriculture paysanne comme acteur primordial qui défend des biens

¹ Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Coll. Repères, Nouvelle édition 2011. Paris. P. 10.

² E. Neveu, Op Cit. P. 30.

³ E. Neveu, Op Cit. P. 33.

collectifs communs comme l'alimentation et les ressources naturelles. C'est également démontrer leur capacité à exercer une pression significative. En Belgique, malgré le chiffre peu représentatif de leur secteur, les agriculteurs sont encore en mesure de bloquer les rues de Bruxelles avec leurs tracteurs lorsqu'ils manifestent contre le démantèlement de la Politique Agricole Commune (PAC). Au Brésil, après des années d'occupations, marches et sit-ins, les mouvements paysans ont réussi à être légitimés et à participer aux mécanismes de discussions/négociations et confrontations en vue de la mise en place de politiques publiques en faveur de l'agriculture paysanne.



2. Forger et entretenir une identité collective

On retrouve aussi dans les défis importants, celui de forger et d'entretenir une identité collective au sein des groupes ruraux/paysans. On pourrait dire que les mouvements paysans cherchent à créer un socle commun à l'agriculture paysanne malgré les différences existant entre les groupes qui la composent. Cette identité collective forte et positive est parfois bien difficile à valoriser. Par exemple, l'agriculture paysanne n'a pas vraiment « le vent en poupe » chez les jeunes. Le désintérêt des jeunes ruraux pour la vie en milieu rural en

tant que paysan/paysanne reste une question préoccupante qui se pose à la plupart des groupes paysans dans le monde. Le Brésil ne fait pas exception à la règle. Des initiatives menées notamment par la Pastorale des jeunes cherchent à mettre en place des espaces et mécanismes institutionnels en faveur des jeunes paysans/nes.

Il faut dire aussi que les stratégies collectives proposées par les mouvements paysans peuvent entrer en concurrence avec des stratégies individuelles de survie encouragées par des pratiques historiques de clientélisme ou encore par des opérations de séduction des entreprises. Face à cela, les mouvements paysans tâchent de s'organiser pour que leurs revendications se poursuivent dans le temps. Les mouvements paysans brésiliens par exemple, malgré leur rapprochement avec le gouvernement, cherchent à maintenir une pression sur lui et qui se concrétise par les actions comme les marches, occupations, sit-ins, manifestations, etc.

Par ailleurs, cette identité collective ne peut faire l'impasse de la foi en une utopie. Comme le formule bien Erik Neveu⁴ : « Il n'est point besoin d'avoir une foi quelconque dans les valeurs sacrées de l'industrie automobile pour travailler dans un garage. Un minimum de croyance en la « cause » s'impose à l'inverse pour manifester contre l'apartheid ou des essais nucléaires. » C'est la raison pour laquelle des mouvements paysans enchâssent leurs objectifs pragmatiques dans le concept de souveraineté alimentaire, celle-ci constituant une finalité utopique à long terme.

⁴ Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Coll. Repères, Nouvelle édition 2011. Paris.

3. Développer des alliances stratégiques

Des mouvements paysans s'allient avec d'autres acteurs/secteurs stratégiques partageant les mêmes enjeux de biens communs (associations d'environnement, de consommateurs, etc.) et ce, en vue de rééquilibrer les rapports de force sociétaux en leur faveur⁵.

Ceci nécessite notamment de définir une bonne politique d'alliance avec d'autres acteurs susceptibles de contribuer notamment à « désinformer »⁶ les autorités politiques, les concernée/ées eux/elles-mêmes ainsi que l'opinion publique – y compris internationale. Il s'agit aussi et surtout de leur faire comprendre que la cause défendue est due à des causes structurelles auxquelles il est non seulement nécessaire mais également possible de s'attaquer.

Grâce à leurs luttes, les femmes brésiliennes ont obtenu des politiques publiques spécifiques comme le Programme d'Acquisition Alimentaire (PAA), qui depuis 2011 réserve 5% des achats gouvernementaux pour les produits de coopératives féminines. Cependant, beaucoup reste à faire. Ainsi, le Brésil occupe la 7ème place au niveau mondial en termes de nombre de crimes contre les femmes. Mettre fin à violence contre les femmes reste un des principaux chevaux de bataille des mouvements de femmes brésiliens.

⁵ En effet, quels groupes veulent se faire entendre sinon ceux qui se considèrent comme « dominés » ? Erik Neveu a raison de nous faire sourire en posant ses questions : « Est-il si courant d'assister à des meetings de traders ? Des sit-in de PDG ? A l'inverse, avons-nous beaucoup d'exemples de

4. S'organiser

Les mouvements paysans s'organisent en interne pour être en mesure de s'attaquer aux enjeux contemporains. Sous le verbe « s'organiser », sont regroupées plusieurs conditions indispensables à la survie d'un mouvement quel qu'il soit. Parmi celles-ci, citons avec G. Bajoit⁷ :

- S'organiser afin que le mouvement dure, que les revendications soient suivies dans le temps et l'espace (acquérir les droits et les maintenir par exemple) ;
- Former et recycler des dirigeants et des experts (qui ont l'analyse juste, montrent l'exemple, stimulent la contagion, perturbent les consciences, suscitent la réflexion, contrôlent ceux qui seraient tentés par d'autres solutions que la protestation, ...) ;
- Rassembler et gérer des ressources (informations, relations, argent) mais aussi réunir les ressources indispensables à la mobilisation (des caisses de solidarité pour soutenir les grèves, des délégués, des permanents, des négociateurs, des informateurs,...) ;
- Se doter d'un bon fonctionnement interne : fixer des limites à la participation (qui est membres et qui ne l'est pas ?), diviser les tâches, définir des normes de fonctionnement, déléguer l'autorité et contrôler son

colloques de SDF ? De chargés de communication des chômeurs ? »

⁶ C'est-à-dire transmettre une « contre-information » face aux informations diffusées par les entreprises par exemple.

⁷ Guy Bajoit, *Pour une sociologie du combat*, Academic Press, 2010, Fribourg.

exercice, gérer les conflits internes, assurer les liens avec les zones reculées, régler la représentativité, etc.

Et pourtant,... malgré les freins qu'ils ont rencontrés tout au long de leur histoire et qui continuent à exister, voire se renforcent, les mouvements paysans ont été et continuent à être à l'origine de changements socio-économiques et culturels profonds.

La portée des mouvements paysans : exemples

1. Ils agissent pour lutter contre la faim de façon durable

Les mouvements paysans, grâce à leurs analyses, leurs expériences de mobilisation réussies ou leurs échecs, leurs savoirs engrangés dans une mémoire collective écrite pour certains, dans des traditions orales pour d'autres, donnent à comprendre non seulement quels sont les grands enjeux contemporains en matière de systèmes alimentaire et agricole mais nous livrent également tantôt des pistes très concrètes de changement tantôt des questions auxquelles, du moins actuellement, ils n'ont pas de réponses.

Que ce soit pour faire appel au tribunal en vue de stopper un accord anticonstitutionnel visant l'acquisition massive de terres aux Philippines ou interpellier les décideurs politiques pour une réforme agraire équitable au Guatemala ou encore pour que la réforme agraire soit inscrite dans la Constitution comme c'est le cas au Brésil, les mouvements paysans nous montrent combien l'enjeu fondamental de la terre, crucial pour lutter contre la faim, nécessite une

⁸ Jean-Philippe Peemans, « *Les politiques agricoles au fil du temps. Logiques dominantes et conséquences* » in Sophie Charlier et Gérard Warnotte (coord.), *La souveraineté alimentaire : regards croisés*, Presses Universitaires de l'UCL, et

lutte constante face notamment aux convoitises des grandes entreprises.



Au Brésil, c'est toute une série de recommandations relatives au système agricole et alimentaire qui sont portées par les mouvements paysans brésiliens qui identifient, analysent et passent à l'action. Le slogan du MST datant de 1989 « Occuper – Résister - Produire » est encore d'actualité. Des campagnes sur la limite maximale des propriétés terriennes ou contre l'usage des pesticides vont dans ce sens. Quant à l'action des mouvements paysans brésiliens, rappelons qu'entre 2000 et 2011, ce ne sont pas moins de 700 000 familles qui ont participé aux occupations de terres (campements).

2. Ils soutiennent l'agriculture paysanne face aux enjeux socioéconomiques contemporains qui se posent à elle

Dans le passé, c'est une agriculture au service de l'industrie qui a été privilégiée et ce, au détriment de la paysannerie⁸. Aujourd'hui, ceux qui partagent une vision néolibérale et techniciste continuent à considérer l'agriculture paysanne comme archaïque tout en promouvant les mécanismes de dérégulation économique profitant notamment aux entreprises de l'agrobusiness⁹.

Entraide et Fraternité, 2007. Louvain-La-Neuve. PP. 29-52.

⁹ Carracillo Carmelina, François Delvaux (Coord.), *L'appât du grain – L'agrobusiness : quels enjeux*

Les mouvements paysans ont le mérite de contrebalancer cette affirmation pseudo scientifique en multipliant et diffusant analyses, faits et chiffres prouvant le contraire. Pour les mouvements paysans brésiliens par exemple, il s'agit aujourd'hui de montrer que le modèle brésilien agro-exportateur coûte plus cher qu'il n'y paraît en termes sociaux, économiques et environnementaux. Soutenue, l'agriculture paysanne est en mesure de lutter efficacement contre la faim disent les mouvements paysans du monde entier et ils ont raison.

Entraide & Fraternité partage cette analyse : le problème de la faim ne peut se résoudre de façon structurelle (durable dit-on aussi) que par un soutien à l'agriculture paysanne dans le cadre de stratégies globales de souveraineté alimentaire. En effet, les enjeux socioéconomiques contemporains sont de taille : les effets du réchauffement climatique et les fausses solutions du marché de carbone, l'accaparement des terres de ces dernières années –aux dimensions démesurées et incontrôlables –, la dérégulation de l'économie – via notamment les traités de libre échange qui se succèdent –, l'invasion des marchés par l'agrobusiness¹⁰... Devant ces enjeux, les mouvements paysans ne sont pas restés inactifs. Etant donné l'ampleur de ces phénomènes et leurs conséquences sur les populations locales, des alliances se sont créées avec d'autres groupes de la société civile en vue d'un développement rural cohérent où l'agriculture paysanne et familiale tient un rôle central.

pour l'agriculture paysanne ?, Entraide et Fraternité, 2012, Bruxelles.

¹⁰ Voir l'ensemble des études et analyses produites par E&F depuis 2007 sur ces sujets.

¹¹ Mouvement qui regroupe 150 organisations et affirme représenter 200 millions de ruraux à travers le monde.

3. Ils s'attaquent aux causes structurelles de la faim et pourraient constituer un contre-pouvoir international

C'est à un mouvement paysan (Via Campesina¹¹) que l'on doit le concept fédérateur de souveraineté alimentaire. Ceci a permis d'envisager la problématique de la faim dans un cadre plus global à la fois économique, social et culturel, ce qui constitue déjà en soi une première « révolution culturelle » puisque l'accent est mis sur les mécanismes produisant la faim et non sur la seule résolution de la sécurité alimentaire immédiate. Ce concept a aussi eu le mérite de rassembler au sein d'une même famille « idéologique » une série d'organisations de la société civile. Mais cette force unificatrice¹² fera-t-elle le poids face à la « famille adverse » en faveur de la dérégulation des marchés ? C'est une question que se posent par exemple les mouvements paysans brésiliens.

En effet, sous l'influence des mouvements paysans – notamment le plus connu le MST, mais pas seulement –, le gouvernement brésilien de ces dernières années (Lula et Dilma) a promu l'agriculture paysanne par des politiques étatiques et des appuis publics. Les programmes comme le Programme National de Renforcement de l'Agriculture Familiale (PRONAF) ainsi que le programme d'alimentation scolaire – qui impose un quota de 30% de produits issus de l'agriculture paysanne dans les cantines scolaires – sont deux exemples de programmes s'inscrivant dans la ligne des revendications générales des mouvements paysans brésiliens. Par ailleurs, d'autres programmes sociaux comme la « Bolsa

¹² Eric Holt-Gimenez, *De la crise alimentaire à la souveraineté alimentaire, le défi des mouvements sociaux*, Alternatives Sud, CETRI/Syllepse, Louvain-la-Neuve/Paris, Vol. 18-3, 2010. PP. 37-56.

familia »¹³ contribuent à réduire la pauvreté même si certains mouvements paysans considèrent ces programmes comme « assistentiels ». En effet, commentent-ils, il s'agit de persévérer dans la juste analyse des causes générant la pauvreté au Brésil. Si quelques millions de familles pauvres en milieu rural (quatre millions) perçoivent cette indemnité, la plupart des meilleures terres du pays (85%) sont destinées aux cultures de grande envergure (soja, maïs, canne-à-sucre) ainsi qu'au pâturage...

Il est vrai que parallèlement au soutien à l'agriculture familiale, le gouvernement poursuit son appui à l'agrobusiness et au libre-échange. Les chiffres officiels des ministères concernés montrent qu'aujourd'hui, le financement du Ministère en charge de l'agrobusiness (MAPA) est de trois fois et demi supérieur à celui du Ministère du développement agricole pour l'agriculture familiale¹⁴. Le Brésil qui est producteur traditionnel de haricots importe en 2013 pour 200 millions de dollars de haricots noirs de Chine¹⁵ !

Ce que les mouvements paysans brésiliens constatent et dénoncent, c'est que ces deux modèles (celui en faveur de l'agriculture paysanne et celui en faveur de l'agrobusiness) qui se développent de façon parallèle n'entrent pas forcément en dialogue harmonieusement, les rapports de force étant inégaux. Des affrontements sont fréquents et, afin d'affiner leurs stratégies dans ce contexte, les mouvements paysans cherchent notamment à réélaborer leur cadre théorique sur base des

expériences positives de terrain comme les initiatives agro-écologiques par exemple.

Conclusion

Ceux qui connaissent bien les freins aux stratégies de souveraineté alimentaire sont les mouvements, associations ou syndicats qui rassemblent/fédèrent/regroupent des paysans et des paysannes qui vivent « dans leur chair » les principaux effets désastreux d'un modèle agricole et agroalimentaire dégradant leurs conditions de vie.

Soutenir leur renforcement dans un contexte où le modèle culturel du collectif est fortement concurrencé par celui de l'individualisme,

Appuyer leurs recommandations politiques qui s'enracinent dans la vie quotidienne des paysans et des paysannes,

Diffuser leurs messages largement et faire entendre leur voix,

Telles sont quelques actions qui sont à notre portée....

¹³ Allocation pour les ménages les plus défavorisés conditionnée notamment à l'obligation scolaire des enfants.

¹⁴ <http://www.agricultura.gov.br/politica-agricola/noticias/2013/06/novo-plano-agricola->

[disponibilizara-rs-136-bilhoes-para-safra-201314](http://portal.mda.gov.br/plano-safra-2013/) ; <http://portal.mda.gov.br/plano-safra-2013/>.

¹⁵ Voir <http://www.mst.org.br/node/14937> et <http://www.desenvolvimentistas.com.br/blog/blog/2013/01/16/dilma-compra-feijao-preto-da-china/>